



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## WASHINGTON WALL STREET WATCH

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

N° 2022-24 – le 16 juin 2022

### SOMMAIRE

#### Conjoncture

- Les prix à la consommation poursuivent leur progression alors que l'indice sous-jacent recule
- Les ventes au détail reculent

#### Politiques macroéconomiques

- La Fed annonce une hausse de 75 points de base de ses taux directeurs
- Le *Treasury* publie son rapport semestriel sur la politique macroéconomique et de taux de change

#### Services financiers

- Des élus républicains souhaitent que les fonds de gestion passive recueillent les préférences de vote de leurs clients
- Le président de la SEC alerte les épargnants contre les risques liés aux crypto-actifs

#### Brèves

## CONJONCTURE

### Les prix à la consommation poursuivent leur progression alors que l'indice sous-jacent recule

L'[indice](#) des prix à la consommation (IPC) a progressé de +1,0% en mai selon le *Bureau of Labor Statistics* (après +0,3 % en avril) et sa composante sous-jacente (hors alimentation et énergie) de +0,6 % (stable par rapport à avril). Les prix de l'énergie ont à nouveau accéléré après une baisse en avril (+3,9 % après -2,7 %) ainsi que les prix de l'alimentation (+1,2 % après 0,9 %). Le prix des véhicules d'occasion a également rebondi après 3 mois consécutifs de baisse (+1,8 % après -0,4 %, -3,8 % et -0,2 %).

En glissement annuel, l'inflation s'est établie à 8,6% (+0,3 point par rapport à avril) et sa composante sous-jacente à 6,0% (-0,2 point). Le prix de l'énergie a augmenté de 34,6% et celui de l'alimentation de 10,1%.

Selon une [enquête](#) de la Fed de New York, en mai, les anticipations d'inflation à 1 an ont rebondi à 6,9% (contre 6,6% en avril), atteignant leur plus haut niveau depuis la création de cette enquête en 2013. Celles à 3 ans sont restées stables à 3,9%. Les anticipations d'augmentation des dépenses dans les 12 mois à venir seraient de 9,0% (après 8,0% en avril) tandis que celles des revenus sont de 3% (après 3,1%).

### Les ventes au détail reculent

Selon les données [publiées](#) par le *Census Bureau*, les ventes au détail ont reculé de -0,3% en mai, contre les attentes du marché (+0,1%). L'indicateur a été révisé à la baisse pour le mois d'avril, à +0,7%, contre +0,9% dans l'estimation préliminaire. Ces données, n'étant pas ajustées de l'inflation, représentent un recul plus important en volume. L'évolution sur douze mois

glissants s'est établie à +8,1% (après 8,2 % en avril).

En mai, les ventes ont été dynamiques dans les stations d'essence (+4,0 %), les épiceries

(+1,2 %) et la restauration (+0,7 %), mais ont reculé dans les concessions de véhicules automobiles et de pièces (-3,5 %), l'électronique (-1,3 %) et l'ameublement (-0,9 %).

## POLITIQUES MACROECONOMIQUES

### La Fed annonce une hausse de 75 points de base de ses taux directeurs

La réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 14 et 15 juin s'est [conclue](#) sur le relèvement de la fourchette-cible des taux *fed funds* de 75 points de base (pb), la portant à [1,5 %-1,75 %]. Cette décision n'a pas été prise à l'unanimité, Esther Georges, présidente de la Fed de Kansas City, ayant voté pour une hausse de 50 points de base. Par ailleurs, la Fed a gardé le rythme de la réduction de son bilan inchangé (réduction mensuelle de 47,5 Md USD pendant 3 mois de juin à août, puis de 95 Md USD).

Lors de la conférence de presse, le président de la Fed, Jerome Powell, a d'abord insisté sur la détermination de la Fed à ramener l'inflation vers sa cible de 2 %. Selon lui, la décision de relever de 75 pb a été motivée par la publication de l'IPC (cf. *supra*) et cette accélération devrait permettre à la Fed de disposer d'une plus grande capacité d'action à moyen terme. Interrogé sur la possibilité d'un atterrissage en douceur de l'économie, J. Powell a indiqué que cela dépendrait de facteurs externes (guerre en Ukraine, politique de zéro-Covid en Chine).

À l'issue de cette réunion du FOMC, la Fed a également publié ses projections économiques actualisées : la croissance du PIB est revue à la baisse, à 1,7% en 2022 et 2023 (-1,1 point et -0,5 point respectivement par rapport à la projection de mars). L'inflation, quant à elle, est revue à la hausse en 2022, à 5,2% (+0,9 point) et sa composante sous-jacente à 3,9% (+0,4 point) de même que le chômage, à 3,7% (+0,2 point) en 2022 et 3,9% (+0,4 point) en 2023. Enfin, la projection de taux directeurs est relevée à 3,4% (+1,5 point) en 2022, 3,8% en 2023 et 3,4% en 2024 (+1,0 point et +0,6 point, respectivement).

Les marchés financiers ont intégré, en l'espace de quelques jours, l'IPC et cette hausse plus élevée que précédemment attendu : du 10 au

16 juin, le S&P 500 a chuté de 8 % (-24 % depuis le début de l'année), le Nasdaq de 8 % (-33 %) et le Dow Jones de 7 % (-18 %).

### Le *Treasury* publie son rapport semestriel sur la politique macroéconomique et de taux de change

Le *Treasury* a [publié](#) le 10 juin son rapport semestriel sur la politique de change des principaux partenaires économiques des États-Unis pour la période allant de décembre 2020 à décembre 2021. D'après ce rapport, aucun partenaire commercial majeur des États-Unis n'aurait manipulé sa monnaie pour obtenir un avantage commercial indu. Toutefois, il déplore l'absence de transparence de la Chine sur le mécanisme d'ajustement de son taux de change.

La liste des pays surveillés comprend l'Allemagne, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, Singapour, la Suisse, la Thaïlande, Taïwan et le Vietnam. L'Irlande a été retirée de la liste car elle ne vérifiait plus qu'une condition.

Pour rappel, le *Treasury* utilise trois critères pour évaluer si un pays manipule sa monnaie :

- 1) un excédent commercial (de biens et services) vis-à-vis des États-Unis supérieur à 15 Md USD au cours de 12 derniers mois ;
- 2) une balance des paiements excédentaire dépassant 3 % du PIB du pays ;
- 3) des achats de devises étrangères (pour affaiblir sa monnaie) sur au moins 8 mois au cours des 12 derniers mois, pour un montant supérieur à 2 % du PIB du pays.

La Suisse, ayant rempli les 3 conditions durant la période étudiée, a été ajoutée à la liste des pays pour lesquels le *Treasury* mènera une analyse approfondie. Cette liste comprend par ailleurs le Vietnam et Taïwan, qui remplissent désormais moins de 3 conditions et seront retirés de la liste si c'est le cas sur deux évaluations consécutives.

## SERVICES FINANCIERS

### Des élus républicains souhaitent que les fonds de gestion passive recueillent les préférences de vote de leurs clients

La commission des affaires bancaires du Sénat a tenu mardi 14 juin une [audition](#) sur les conditions d'exercice des votes actionnariaux par les fonds indiciels dans les sociétés de leur portefeuille. Cette audition a largement porté sur une proposition de loi républicaine (*Investor Democracy is Expected – INDEX – Act*) [déposée](#) en mai 2022.

Les élus démocrates et républicains de la commission ont souligné le pouvoir économique et politique important acquis par trois entreprises majeures de la gestion d'actifs (*big three*) du fait de l'exercice des droits de votes de leurs portefeuilles : BlackRock, Vanguard et StateStreet concentrent 24 % des droits de votes au sein des entreprises du S&P 500 (500 plus grandes sociétés cotées aux États-Unis), cette proportion étant projetée à 34 % en 2028 et 41 % d'ici 2040.

Plusieurs sénateurs républicains, qui s'inquiètent notamment de la poursuite de stratégies ESG par les gestionnaires d'actifs, ont soutenu le projet d'INDEX Act, qui imposerait aux gestionnaires de fonds de gestion passive de recueillir les préférences de vote des investisseurs finaux (« propriétaires effectifs ») pour chaque société dans lesquelles ils sont investis, lorsque la part du fonds dans l'actionnariat de la société dépasse 1%. À l'inverse, le sénateur démocrate Chris Van Hollen s'est inquiété du coût que représenterait une telle réforme pour le secteur financier, de sa difficile mise en œuvre et d'une augmentation de l'influence d'investisseurs à visée plus court-termiste, notamment des *hedge funds*.

Par ailleurs, BlackRock, premier gestionnaire d'actifs au monde, a [annoncé](#) lundi 13 juin l'extension à ses clients institutionnels

britanniques, irlandais et canadiens de l'accès à sa plateforme d'expression des préférences des votes attachés aux actifs investis dans ses fonds (*BlackRock voting choice*), précédemment réservée à ses clients institutionnels américains et une partie de sa clientèle britannique.

### Le président de la SEC alerte les épargnants contre les risques liés aux crypto-actifs

Lors d'un [discours](#) prononcé le 14 juin, Gary Gensler, président de la *Securities and Exchange Commission* (SEC), l'autorité américaine des marchés financiers, a alerté les épargnants contre les plateformes de crypto-actifs proposant des rendements très attractifs.

Le 12 juin, la plateforme Celsius, qui propose des produits de prêts et de dépôts en crypto-actifs, avait [annoncé](#) qu'elle suspendait les retraits, les contrats d'échange et les transferts d'actifs face aux conditions très dégradées sur les marchés de crypto-actifs. Celsius comptait, à fin mai 2022, environ 12 Md USD d'encours déposés, 8 Md USD de prêts et 1,7 million d'utilisateurs. Les régulateurs financiers de plusieurs États fédérés ont ouvert une enquête sur cette décision.

Le 14 juin, la bourse de crypto-actifs Binance a par ailleurs été [attaquée](#) en justice, devant un tribunal de San Francisco, par un investisseur lui reprochant d'avoir présenté le stablecoin Terra USD (UST) comme un actif sûr. La valeur de l'UST par rapport au dollar s'est écroulée en mai.

Le secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo a en outre [indiqué](#) le 10 juin qu'il envisageait de durcir les règles applicables aux portefeuilles de crypto-actifs non centralisés chez un prestataire (« *unhosted wallets* »), afin de s'assurer que l'anonymat qui prévaut sur ces portefeuilles ne soit pas utilisé à des fins illicites.

## BREVES

- Selon une étude [publiée](#) par le *Bipartisan Policy Center*, un think-tank spécialisé dans l'analyse des politiques publiques, le plafond de la dette fédérale ne devrait pas être atteint d'ici le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, alors qu'une projection précédente estimait la date butoir en janvier 2023. Cette actualisation résulte d'une forte augmentation des recettes fiscales, elles-mêmes tirées par une inflation élevée et une activité économique dynamique.
- Le 14 juin, 7 banques majeures (Citi, Bank of America, Credit Suisse, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Morgan Stanley, Wells Fargo), en association avec Moody's Analytics, ont [annoncé](#) le lancement d'Octaura Holdings, une plateforme électronique d'échange de prêts syndiqués et de *collateralized loan obligations* (CLO).
- Le 14 juin, Hester Peirce, commissaire républicaine de la SEC, a [dénoncé](#) l'attitude de l'agence vis-à-vis du secteur des crypto-actifs, qu'elle considère marquée par le refus d'un dialogue avec les acteurs du secteur afin de développer la réglementation. En particulier, H. Peirce souligne les refus répétés de la SEC d'autoriser l'enregistrement d'un fonds indiciel coté indexés sur le prix du Bitcoin.
- Dans une [lettre](#) datée du 14 juin, le Nasdaq fait part de ses préoccupations quant à la [proposition](#) de règle de la SEC du 21 mars qui imposerait aux sociétés cotées des exigences de transparence en matière de risque climatique et d'émissions de gaz à effet de serre. La bourse estime que la règle proposée n'est pas adaptée à l'ensemble des sociétés cotées, qu'elle constitue une déviation significative de l'approche historique de la SEC en matière de transparence et imposerait un poids réglementaire élevé, risquant d'affecter négativement les introductions en bourse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis  
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev  
Revu par : May Gicquel  
Pour s'abonner : [afws@dgtresor.gouv.fr](mailto:afws@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : [@Pexels](https://www.instagram.com/Pexels)

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis. Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. [Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.]